



Conseil Départemental de l'Ariège

Transmis le : 07 NOV. 2022 (Préfecture Foix)
Affiché le : 07 NOV. 2022 (Hôtel du Département Ariège)

Extrait du procès-verbal
des
**Délibérations de la commission permanente
du Conseil Départemental**

Réunion du : 7 novembre 2022

Présents : M. BERDOU, Mme BORDES, MM. FERRE, NAUDY, PICHAN,
Mme PONS, M. PUJOL, Mmes QUILLIEN, RUMEAU, M. SANCHEZ,
Mme TEQUI, M. VIGNEAU, Mme VILAPLANA.

DOSSIER N° 708

AVIS SUR LE PROJET DE SCHEMA DES CARRIERES D'OCCITANIE

La Commission Permanente du Conseil Départemental,

Agissant par délégation,

Vu l'article L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°615 du 24 Octobre 2022, qui donne compétence à la Commission Permanente,

Considérant que le Schéma Régional des carrières remplace les 13 schémas départementaux des carrières dont celui de l'Ariège entré en vigueur en 2013.

Il vise à définir :

- les conditions générales d'implantation des carrières ;
- les orientations relatives à une gestion durable de la ressource ;
- les mesures indispensables à sa compatibilité avec les autres plans.

Vu le rapport de Madame la Présidente du Conseil Départemental,

Article 1 : Décide de rendre un avis défavorable au projet de schéma régional des carrières aux motifs ci-après synthétisés, et de demander aux services de l'Etat en charge de l'élaboration du schéma de prendre en compte et de retraduire dans le schéma les éléments sous-tendus par cette analyse :

1) Sur l'état des lieux et sur l'analyse des enjeux

* le schéma des carrières étant réglementairement prévu sur 12 ans, avec une échéance à 2031, l'année de référence pour la réalisation de l'état des lieux doit être 2019 et non 2017 comme réalisé. La projection de 2017 à 2019 n'a pas été réalisée.

* la quantification des gisements des ressources secondaires est calculée sur la base des seules données des carrières (UNICEM – GEREP) sans expertise complémentaire produite par les services de l'Etat.

* l'absence d'un bilan quantitatif exhaustif des anciens schémas départementaux comme point de départ à l'analyse prospective (enseignements – projections).

2) Sur les équilibres territoriaux

* malgré une baisse de production de granulats affichée sur le territoire SRC Occitanie (-5 millions de tonnes – 2017/2025) notamment en Haute-Garonne, le Département de l'Ariège reste le plus fort exportateur de granulats alluvionnaires et il est identifié comme bassin excédentaire jusqu'en 2031 sans précisions et raisons justifiées du maintien de ce niveau de production.

* le schéma régional intègre et rend opposable des gisements « d'intérêt particulier » qui ne sont ni définis dans les textes réglementaires (intérêts national et régional) ni identifiés au niveau territorial dans le cadre du projet SRC. Une cartographie est attendue à cet effet qui doit permettre à ce stade d'identifier ces gisements particuliers.

3) Sur les enjeux environnementaux

* les enjeux de niveau 1 – protection – enjeux environnementaux de type protection d'espaces de mobilité des cours d'eau, ne sont pas identifiés et évalués. Une cartographie est nécessaire pour localiser les enjeux.

* le suivi du remblayage des excavations par des déchets inertes n'est pas précisé concernant la stabilité des sols et leur utilisation agronomique (risques géotechniques – pollution des sols). Aucune procédure spécifique n'est détaillée dans les actions et orientations du schéma.

* le seul dire « des professionnels » ne peut justifier que la répartition des déchets inertes du BTP n'évoluera pas jusqu'en 2031. L'Etat doit produire une expertise quantifiée dans ce domaine pour permettre d'étayer les scénariis retenus.

* le contrôle des inertes, au regard des enjeux « d'acceptabilité », ne peut se satisfaire des seuls principes de réglementation et de mise en place de commissions locales. Il doit faire l'objet de mesures complémentaires renforcées, d'accompagnement (traçabilité, stockage, pré-stockage) à intégrer dans les orientations 3 du schéma.

* l'absence de caractérisation des inertes par des tests (lixiviation) et des garanties sur la représentativité des échantillons (périodicité et échantillonnage des lots) avant toute mobilisation de ces matériaux.

4) Sur les enjeux spécifiques à l'eau et aux nappes souterraines

* l'absence d'expertise et d'étude sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat (demandée par le Département de l'Ariège en 2019) sur l'impact, et la caractérisation des écoulements souterrains pour mieux appréhender les effets de colmatage et d'écoulement de l'eau dans la nappe souterraine de la Basse Vallée de l'Ariège et de la Garonne (courrier à Mme la Préfète de l'Ariège du 2.06.2020)

* le manque d'expertise et de suivi sur la qualité de l'eau de la nappe (absence de points de mesure complémentaires et spécifiques) au droit des carrières.

* le manque de données piézométriques pour apprécier l'impact (recaler le modèle BRGM) de l'extension des gravières de la plaine alluviale sur les masses d'eau dans leurs différents compartiments (hydromorphologique, continuité écologique, habitats)

* l'absence, plus globalement, de modèle actualisé d'évaluation des bilans de flux, entendu comme outil prospectif dans un contexte de changements globaux (usages, climat). Outil à construire nécessairement en étroite concertation avec les acteurs et usagers du territoire, sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat et de ses services (BRGM)

* le non-respect et prise en compte de schémas locaux portés par le territoire, classés enjeux de niveau 3, notamment le SAGE des bassins versants de l'Ariège en cours d'élaboration - préservation de l'espace alluvial -, le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 - respecter les espaces fonctionnels des milieux aquatiques dans l'utilisation des sols - intégrer la préservation de la ressource en eau dans les schémas régionaux des carrières, l'ensemble des zonages N2000 - réservoirs et corridors SRCE, les ZICO, les ZNIEFF...

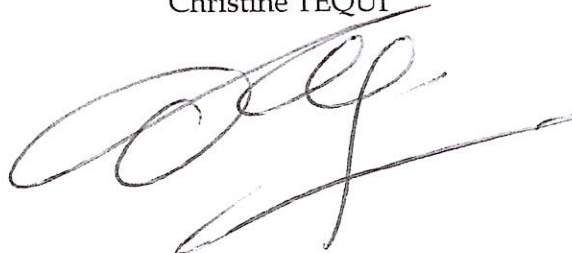
* l'absence de données et d'évaluation de l'impact du changement climatique sur l'eau de la nappe alluviale, notamment en termes d'échanges nappes-eaux superficielles (évaporation, transferts).

Article 2 : Autorise Madame la Présidente du Conseil départemental à remplir toutes les formalités utiles en vue de l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois suivant sa publication.

Pour extrait conforme
La PRESIDENTE,

Christine TEQUI

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CTEQUI', written over a horizontal line.